



CTL du 17 Octobre 2013

Déclaration Liminaire la CGT Finances Publiques

Monsieur le Président,

Devançant les annonces du mercredi 2 octobre relatives au projet de loi de finances 2014, le Directeur général a profité du Comité Technique de Réseau (CTR), tenu la veille, pour communiquer le chiffre des suppressions d'emplois pour l'année prochaine.

Sans intégrer les possibles vacances d'effectifs, 1 988 postes seront ainsi de nouveau détruits à la DGFIP.

Ils viennent s'ajouter aux presque 30 000 emplois déjà éliminés depuis 2002.

Voulant mettre en évidence la diminution des sacrifices exigés en la matière, le Directeur général a effectué une comparaison avec les exercices précédents :

2011 : 2 677 2012 : 2 438 2013 : 2 023 2014 : 1 988 emplois supprimés !

On peut toujours se réjouir de cette décrue, mais la réalité est têtue.

1 988 suppressions d'emplois, c'est 1 988 de trop !

Une fois de plus le département du Pas de Calais sera touché par cette coupe drastique des emplois.

Dans le département, la situation des effectifs est catastrophique, les conditions d'accueil se dégradent, un climat d'inquiétude s'installe, le mal être au travail est permanent, les tensions montent, la marmite va exploser...

Nous sommes bien loin du bilan idyllique de la campagne IR 2013 à l'ordre du jour de ce CTL.

Certes les objectifs fixés ont été atteints, mais à quel prix ?

Et ce ne sont pas les longues files d'attentes consécutives à l'envoi des avis d'imposition qui me contrediront.

Le malaise est partout :

- les usagers sont mécontents et le font savoir parfois avec agressivité.

Les agents d'accueil et de renfort subissent..

Après le déferlement des usagers réclamant pour l'impôt sur les revenus, la taxe foncière, c'est maintenant l'immense vague des mécontents de la taxe d'habitation qui déferle sur nos centres...Un véritable tsunami, dont nous fûmes les témoins hier à l'ouverture des portes au CDFP de LENS lors de la préparation de ce CTL, hier matin c'est donc près de 700 contribuables reçus et chiffrés, mais aussi quelque centaines accueillis sur le parvis, refoulés du CDFP et contraints de rentrer chez eux.

Pour toutes ces raisons la CGT condamne une fois de plus les conditions désastreuses d'accueil de certains CDFP du Pas de Calais ainsi que la mise à

sac du service public.

- Les agents subissent.
- Les mécontentements et les tensions dans les services grandissent.

La CGT Finances Publique a émis l'idée de la tenue d' États Généraux locaux préparés autour de cahiers de doléances collectés dans les services.

La section du Pas de Calais a élaboré un questionnaire revendicatif sur les thèmes des missions, de la vie au travail, des conséquences des restructurations, des rémunérations.

Il en ressort que :

➤ **Les missions :** les agents dans une large majorité (60%) considèrent que les conditions d'exercices de leurs missions se sont globalement dégradées.

➤ **Les conditions de travail :**

Le stress au travail est aujourd'hui récurrent. 60% d'entre eux sont parfois stressés, 30% sont toujours stressés.

80% considèrent que les conditions de travail se sont particulièrement dégradées depuis plusieurs années.

A cela ils évoquent le manque de personnel et les charges de travail qui augmentent.

Ils regrettent le manque de moyens pour assumer leurs missions, le manque de concertation et de dialogue. Ils rejettent le dictât des indicateurs et des statistiques.

85% estiment que l'administration n'est pas à l'écoute de leurs difficultés.

65% considèrent que les syndicats sont à l'écoute.

87% aiment leur travail et le trouve intéressant.

A 100% ils estiment que les suppressions d'emplois ont un impact important sur le bon fonctionnement du service.

A 98%, ils estiment les effectifs insuffisants. Le manque de personnel dans les services est estimé à 2, voir 3 agents.

➤ **L'impact de la DGFIP :**

Une grande partie des agents, ne ressentent pas l'impact de leur direction (38% : sans effet ; 28% : négatif)

38% estiment qu'ils rencontrent des difficultés matérielles concrètes qui impactent le bon fonctionnement du service.

➤ **Les rémunérations :**

73% estiment faibles leurs rémunérations et leur avancement de carrière lent (73%).

Après lecture des interventions de nos ministres au cours du CTM du 08 Octobre, nous continuons dans la même voie, cela dans le seul but de privilégier la réduction des déficits préconisée par les directives européennes, les suppressions de fonctionnaires restent donc à l'ordre du jour dans le seul soucis d'atteindre les deux objectifs prioritaires que sont l'inversion de la courbe du chômage et le retour à la croissance.

Les élus CGT Finances Publiques ,

Patrice STAWSKI

René QUIDE